



PRÉFET DE L'INDRE

Direction départementale de la cohésion sociale
Et de la Protection des Populations
Service Santé et Protection Animales et Environnement

**ARRETE n° 36-2017-09-27-002 du 27 septembre 2017
adaptant les conditions de remise en état de la carrière
exploitée par l'entreprise Jean-Christophe FERAY à Saint-Maur**

**Le Préfet de l'Indre
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code minier ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.516-1, R.516-1 et R.512-39-3 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 96-E-1479 du 1^{er} juillet 1996 autorisant l'entreprise FERAY à exploiter une carrière de calcaire à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Saint-Maur (Indre) sur les parcelles cadastrées n°AM 1p, 4, 5, 126p et 127p (renommées ZE 6pp, 7pp et 8) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-11-215 du 24 novembre 2009 autorisant l'entreprise FERAY à poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière et à poursuivre l'exploitation d'une installation de traitement des matériaux ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-109-004 du 19 avril 2011 transférant l'autorisation d'exploiter les parcelles cadastrées ZE 35 et 36 (ex. ZE 6) à la société SETEC ;

Vu la notification de l'arrêt partiel de la carrière pour la parcelle n° ZE 7, en date du 6 décembre 2010, déposée à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) de l'Indre par l'Entreprise FERAY ;

Vu la notification d'arrêt définitif d'exploitation de carrière en date du 6 juin 2011 déposée à la Direction Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations (DDCSPP) de l'Indre par l'entreprise FERAY en vue de modifier les conditions de remise en état de la carrière ;

Vu l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 36-2016-10-28-001 du 28 octobre 2016 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets inertes par l'Entreprise FERAY au lieu-dit «Pièce de Parçay» sur le territoire de la commune de Saint-Maur sur les parcelles cadastrées ZE 7 et 8 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 18 septembre 2017 ;

Considérant que le réaménagement des parcelles cadastrées ZE 7 et 8 sera réalisé par la société Feray sous-couvert de l'arrêté d'enregistrement délivré par l'arrêté préfectoral n°36-2016-10-28-001 du 28 octobre 2016 susmentionné ;

Considérant que les conditions de remise en état du site sous la forme d'une installation de stockage de déchets inertes sont compatibles avec l'état actuel de la carrière, tel que constatée lors de l'inspection du 30 novembre 2015 ;

Considérant que le réaménagement du site, prévu par l'arrêté préfectoral n° 36-2016-10-28-001 du 28 octobre 2016 permet d'atteindre une insertion et un état environnemental du site au moins aussi satisfaisants que les conditions de remise en état fixées par l'arrêté préfectoral n° 2009-11-215 du 24 novembre 2009 ;

Sur proposition de Madame la Directrice de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,

ARRETE :

Article 1^{er} – Les prescriptions du point III.7.c de l'arrêté préfectoral n° 2009-11-215 du 24 novembre 2009 sont remplacées par :

«2° - Dès l'achèvement de l'exploitation

- tous les matériels, non nécessaires à la poursuite de l'exploitation sous-couvert de l'arrêté préfectoral n° 36-2016-10-28-001 du 28 octobre 2016, quels qu'ils soient devront être enlevés de l'emplacement. Il ne devra subsister sur celui-ci aucune épave ni aucun dépôt de matériaux ;
- les aires de travail ainsi que les aires de circulation provisoires, non nécessaires à la poursuite de l'exploitation sous-couvert de l'arrêté préfectoral n° 36-2016-10-28-001 du 28 octobre 2016, devront avoir été décapées des matériaux stabilisés qui y auraient été régalez puis recouverts de terres végétales et restitués à la culture ;
- il subsistera une excavation située sur les parcelles cadastrées ZE 7 et 8 dont le remblaiement sera poursuivi sous-couvert de l'arrêté préfectoral n° 36-2016-10-28-001 du 28 octobre 2016 ;
- les talus seront mis en pente douce ;
- les terres végétales de décapage seront conservées sous la forme d'un merlon périphérique en vue de leur utilisation en fin d'exploitation de l'installation de stockage de déchets inertes autorisée par l'arrêté préfectoral n° 36-2016-10-28-001 du 28 octobre 2016.»

Article 2 – Délai et voies de recours

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où cet acte lui aura été notifié ;
- par les tiers dans un délai de quatre mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par le nouvel exploitant au préfet.

Article 3 – Notification

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Directeur de l'Entreprise FERAY.

Copies en seront adressées au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre-Val de Loire, ainsi qu'au Maire de Saint-Maur.

Un extrait du présent arrêté sera, aux frais du nouvel exploitant, inséré par les soins du préfet, dans deux journaux d'annonces légales du département. Il sera en outre affiché pendant une durée d'un mois en mairie de Saint-Maur. Le maire dressera procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Article 4 - Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de Saint-Maur, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Centre-Val de Loire, la Directrice Départementale de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



Seymour MORSY